

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Berhault

Prénoms : Gilles

Institution ou entreprise : Fondation des Transitions

Axe(s) :

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Stop exclusion énergétique

Résumé de votre contribution :

La population française est confinée à domicile. La présence permanente de toute la famille dans le foyer augmente naturellement la consommation énergétique d'autant que les usages évoluent (chauffage en permanence, utilisation des équipements électroménagers, accroissement des usages du numérique) et dégradent les conditions sanitaires (principalement la qualité de l'air intérieur). Le nombre de Français en précarité va s'accroître malgré certaines mesures exceptionnelles décidées par le gouvernement. De nouveaux exclus s'ajouteront aux plus de 7 millions de Français déjà concernés. Anticiper l'explosion des coûts liés à la précarité passe par une mobilisation à même de synchroniser les dispositifs existants et de mettre en synergie les priorités politiques. Résorber la fracture énergétique et protéger la santé, ensemble ! Réunis dans le collectif STOP Exclusion énergétique, les organisations de la solidarité, des territoires et de l'économie, engagées dans la lutte contre la précarité énergétique œuvrent à l'élaboration de solutions. Elles appellent dans le contexte actuel de refondation de notre modèle de société à :

1. Augmenter et coordonner les moyens des structures publiques (ANAH, ADEME, CCAS...) et des autres opérateurs dans chaque territoire ; leur permettre de financer 100 % des travaux ;

2. Accélérer la production de Certificats d'économie d'énergie (CEE) par l'ouverture de nouveaux programmes. Stabiliser les objectifs sur le long terme, en donnant de la lisibilité sur une « cinquième période » ambitieuse. Élargir l'obligation à d'autres filières professionnelles ;
3. Déployer à grande échelle des « Ensembliers solidaires », experts à la fois de l'accompagnement social et de la gestion de travaux (capables d'accompagner de bout en bout la rénovation chez les grands précaires) ;
4. Favoriser le développement et la massification de solutions innovantes notamment numériques, pour le suivi, le pilotage et l'optimisation des consommations ;
5. Répondre à l'urgence actuelle par le versement immédiat d'un chèque énergie spécial confinement. A moyen terme opter pour la création d'un chèque énergie-santé qui donnerait à la fois plus de lisibilité et d'efficacité des moyens alloués et aiderait les ménages avec des solutions d'accompagnement sur le long terme ;
6. Donner la liberté aux entreprises de s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis du climat en ré-aiguillant localement la compensation carbone de leurs activités (« Label bas carbone ») ;
7. Renforcer les garanties financières nécessaires aux acteurs économiques (artisans, fournisseurs, maîtres d'œuvres, structures de l'ESS, établissements financiers).
www.stopexclusionenergetique.org

STOP À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

SORTIR 1 MILLION
DE PERSONNES PAR AN
DE LA PRÉCARITÉ
ÉNERGÉTIQUE

Le scénario

PREMIÈRE INITIATIVE LABELLISÉE A UN NIVEAU INTERNATIONAL « TERRITOIRES 3ZÉRO »

PLUS DE 12 MILLIONS DE PERSONNES ONT EN FRANCE DES DIFFICULTÉS À PAYER LEURS FACTURES D'ÉNERGIE. TROIS MILLIONS DE FOYERS, PARMIS LES PLUS PAUVRES, VIVENT DANS DES PASSOIRES ÉNERGÉTIQUES ET DANS DES MAUVAISES CONDITIONS SANITAIRES.

Se chauffer, s'éclairer et se déplacer constituent des besoins essentiels. Parmi ces ménages, beaucoup sont en situation de totale pauvreté énergétique : locataires ou propriétaires, ils n'ont pas les moyens de faire face à leurs charges, ni au coût induit par la rénovation de leur logement.

Au-delà du confort, cette difficulté entraîne bien souvent des problèmes de santé (y compris l'été), un abaissement de la capacité à être embauché ou à poursuivre une activité professionnelle, un délitement du lien social, des difficultés scolaires pour les enfants. Ces exclus ou en voie d'exclusion vivent dans des habitats aux systèmes de chauffage anciens, peu économes, particulièrement polluants, voire dangereux. Les logements sont mals isolés et équipés avec du matériel énergivore et de mauvaises installations électriques. La question n'est pas qu'économique et environnementale, elle interroge la société sur notre seuil minimal de qualité de vie juste et digne.

CHANGER D'ÉCHELLE !

La priorité est à l'accélération et à l'amplification dans une approche globale, à tous les niveaux de territoire, dont la suppression des « passoires énergétiques » n'est qu'un axe d'action, bien sûr prioritaire. Des solutions existent partout. Elles sont portées par les acteurs de la lutte contre les exclusions, les collectivités territoriales, les entreprises, les citoyens...

Le « **scénario 1 million** » est la colonne vertébrale du projet global qui serait soutenu par l'obtention de la « **Grand cause nationale 2020: STOP Exclusion énergétique** ». S'il reste encore à construire avec l'ensemble de ceux qui agissent ou veulent agir, ce plan d'actions s'appuie sur une multitude d'initiatives récentes prises par les différents acteurs publics et privés, mais qui ont conscience que, même collectivement, ils n'arrivent pas à agir à la hauteur des enjeux : le nombre de précaires énergétiques ne baisse pas de façon significative. Le « scénario 1 million » privilégie certaines orientations : **le territoire, la proximité, l'humain**. Il n'en oublie pas pour autant les technologies, dont le numérique dès lors qu'ils contribuent à ces 3 orientations. Il est l'ébauche d'un programme visant à donner un contenu concret, rassembleur et mobilisateur à la lutte contre la précarité énergétique. Ce scénario intègre et complète l'objectif des pouvoirs publics de rénover 500 000 logements par an (seulement 350 000 réalisés en 2018) et en concentrant l'effort sur les familles les plus modestes aujourd'hui peu touchées. Il conforte également les initiatives des bailleurs sociaux dans le logement social collectif.

LES INITIATIVES SONT NOMBREUSES

ON PEUT CITER CELLES :

- des pouvoirs publics dans le cadre de la Loi Énergie Climat (le plan rénovation des bâtiments, la mise en place des FAIRE et du programme SARE...);
- des institutions publiques telles l'ANAH, l'ADEME;
- des entreprises de l'économie sociale et solidaire, des fondations et des associations qui ont pour certaines d'entre-elles lancé « Rénovons », du Réseau RAPPEL ;
- des collectivités territoriales dont certaines innovent en proximité ;
- des entreprises de l'énergie, de l'équipement énergétique, de la distribution ou celles des acteurs de la construction (dont les artisans opérateurs) ;
- des caisses d'allocations familiales, de l'action sociale des caisses de retraites, des groupes de protection sociale ;
- des organisations professionnelles ou syndicales...

L'OBJECTIF DU SCÉNARIO

“SORTIR 1 MILLION DE PERSONNES PAR AN”,
À CONSTRUIRE DANS LE CADRE DE LA GRANDE CAUSE
NATIONALE 2020, EST DE S'APPUYER SUR TOUTES
CES INITIATIVES AFIN DE CONTRIBUER À LEUR
RAYONNEMENT, À CONSTRUIRE DES COHÉRENCES,
DES CONVERGENCES... ET À EN INVENTER
ET EXPÉRIMENTER DE NOUVELLES.

EN 2020 SERA AUSSI ABORDÉE
LA QUESTION DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE
DE LA MOBILITÉ... SOUVENT ADDITIONNELLE
DE CELLE DU LOGEMENT.



VALEURS ET CONVERGENCE

Tout est lié : pauvreté, climat, santé, protection de l'environnement, énergie, emploi, démocratie. C'est pour cela qu'existent les objectifs mondiaux de développement durable. Pour agir mieux, plus vite et avec plus d'ambitions les membres de l'initiative se sont appuyés sur un socle de valeurs communes. La première est le niveau de qualité des rénovations y compris sur le plan de la santé et de la durabilité (matériaux biosourcés, technologies innovantes). La seconde est dans la coopération entre tous ceux qui veulent faire évoluer une situation indigne d'un pays comme la France. La troisième est dans la force de l'optimisme. Dix pistes ont émergé des travaux du collectif.

1 SENSIBILISER ET OUTILLER LES ACTEURS DE PROXIMITÉ POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

La lutte contre l'exclusion énergétique passe par le repérage des familles et par leur accompagnement dans tout le continuum de leurs projets de rénovation. Le repérage s'avère difficile et l'accompagnement pas suffisamment organisé. Les actions de proximité portées par des acteurs « tiers de confiance » pour les familles (élus des communes, travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, bénévoles des associations caritatives...) sont susceptibles de résoudre ces difficultés. Leur mobilisation nécessite de leur donner de premières clés pour qu'ils engagent les familles à entrer dans des parcours de sortie de l'exclusion énergétique et pour qu'ils puissent les mettre en relation avec les opérateurs / accompagnateurs / assembleurs compétents. D'autres professions sont en relation avec les précaires, il serait utile de les impliquer.

- **Sensibiliser les acteurs de la solidarité, des territoires (bénévoles associatifs, travailleurs sociaux, élus...) et de l'économie (personnes en contact avec les précaires) au repérage et à l'accompagnement des familles en précarité énergétique.**
- **Créer une « boîte à outils » accessible à tous ceux qui agissent, présentant les différents outils mobilisables (gain de temps et efficacité de tous ceux qui identifient, accompagnent et évaluent) et diffuser les outils existants (MOOCs, simulateurs...).**

2 ACCOMPAGNER LA MONTÉE EN COMPÉTENCES DE 20 000 ENSEMBLIERS SOLIDAIRES (TECHNIQUES ET SOCIAUX)

Après le premier contact avec des acteurs de proximité, les familles ont besoin de professionnels pour mettre en œuvre leur parcours de sortie de l'exclusion énergétique et les suivre dans leur projet de rénovation. Ces professionnels capables d'accompagner globalement les familles dans l'analyse de leurs besoins, dans le diagnostic énergétique, l'ingénierie financière, les travaux et leur suivi, l'accompagnement dans les usages, l'évaluation de l'efficacité du bouquet de travaux... sont trop peu nombreux. Il faut accompagner la montée en compétences et en capacités de ces professionnels et de nouveaux opérateurs en en faisant de véritables accompagnateurs / assembleurs de projets énergétiques, capables de monter des alliances locales multiacteurs.

- **Former les opérateurs à l'accompagnement social des familles souhaitant s'engager dans des travaux de rénovation et aux solutions techniques et financières. Mobiliser le programme SARE et d'autres financements pour leur prise en charge.**
- **Créer des centres de formation régionaux et des coalitions d'acteurs de terrain.**
- **Encourager la constitution de réseaux de personnes formées dans les différents domaines (social / technique / financier).**

3 AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES OUTILS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

L'ensemble des acteurs de la sortie de l'exclusion énergétique (Etat, collectivités territoriales, institutions publiques et parapubliques, entreprises, artisans, associations, caisses d'allocations familiales et de retraite...), ont créé de nombreux outils. Améliorer leur efficacité, accélérer leur diffusion et en mettre en place de nouveaux est un enjeu essentiel pour sortir les familles de l'exclusion énergétique. La Grande cause nationale 2020 serait l'occasion de fournir une caisse de résonance importante à l'échelle nationale pour faire connaître tous ces outils (à adapter comme d'autres en fonctions des contextes).

- **Faire connaître les outils développés par les différents acteurs dans le cadre d'une campagne de communication liée à la Grande cause nationale.**
- **Renforcer le programme Habiter Mieux.**
- **Impliquer les artisans à tous les niveaux.**
- **Mettre en place des outils de mesure d'efficacité et partager les résultats**
- **Veiller à la cohérence des dispositifs réglementaires avec les impératifs de la précarité.**
- **Créer des aides spécifiques de l'ANAH et autres pour les familles les plus modestes.**
- **Faire connaître et augmenter la bonification Grande Précarité des certificats d'économies d'énergie « grande précarité ».**
- **Stabiliser dans la durée les dispositifs.**
- **Rendre plus homogènes les aides (et simplifier les règles de cumul / non cumul).**

4 ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT DES MISSIONS ET AIDES LOCALES POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

Les dispositifs de proximité sont les plus efficaces et ils sont nombreux : FSL, aides CCAS et CIAS, aides locales des associations, fonds sociaux d'aides aux travaux de maîtrise de l'énergie,...).

Les collectivités territoriales sont des acteurs essentiels de la lutte contre l'exclusion énergétique. Elles ont déjà développé des aides spécifiques et mis en place des dispositifs locaux. Cependant, ces aides et dispositifs sont inégaux selon les territoires.

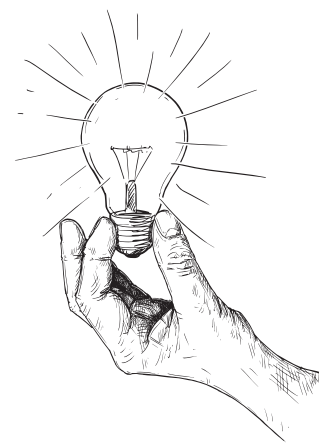
Sans harmoniser, les besoins des territoires étant différents, il s'agit d'inciter à la création de ces aides et dispositifs de proximité en faisant connaître les plus efficaces.

- **Recenser toutes les aides locales existantes et les faire connaître (notamment avec la création d'une plateforme boîte à outils).**
- **Développer les aides locales.**
- **Recenser tous les dispositifs (maisons de la précarité énergétique, FAIRE, caisses d'avance locales, plateformes locales de la rénovation...) mis en place dans les territoires et les faire connaître.**
- **Développer de nouveaux dispositifs (mener un travail de laboratoire avec tous les acteurs concernés).**

STOP
À L'EXCLUSION
ÉNERGÉTIQUE

CRÉDIT

Le scénario Sortir 1 million de personnes par an de la Précarité énergétique a été réalisé sous la direction de Gilles Berhault et Bernard Saincy, assistés de Magali Priou, avec les contributions actives de la Banque des Territoires, du Céréma, des Compagnons bâtisseurs, de Dorémi, d'Enedis, de la Fondation Schneider, de la Fondation Rexel, de GeoPLC, de GRDF, de l'IMT, de la Métropole du grand Paris, du Pacte Finance-Climat, de Rénovons, du Réseau Éco-habitat, des Respirations,... Et avec les équipes de l'Agence Verte.



5 SOUTENIR ET DIFFUSER LES INITIATIVES INNOVANTES DE L'ESS, DES ASSOCIATIONS, DES ENTREPRISES

Les entreprises de l'ESS, les associations, les entreprises développent des solutions innovantes et efficaces. Elles le font souvent en alliance avec les collectivités territoriales, l'État et les institutions publiques et parapubliques. Il y a un besoin de les faire connaître pour les diffuser et les répliquer.

- **Recenser et évaluer les initiatives innovantes.**
Entreprises de l'ESS, associations, grandes entreprises (énergéticiens, équipementiers, distributeurs, acteurs du bâtiment...), entreprises bâtiments (promoteurs, matériaux, architectes...)
- **Faire connaître et essaimer les initiatives et les structures qui permettent de réaliser un programme global de travaux (dont le financement).**
- **Lancer les Trophées des solutions de la lutte contre l'exclusion énergétique pour mettre en visibilité les initiatives innovantes et favoriser leur duplication à grande échelle :**
Plusieurs catégories : ESS, collectivités, grande entreprise, PME et start'up, milieux académiques...
Lancement en janvier/février et remise des prix avant l'été ou décalée avec remise des prix en septembre à l'occasion du forum Convergences.

6 SOUTENIR LA MOBILISATION DE FILIÈRES PROFESSIONNELLES DE CONFIANCE

Une grande difficulté de la lutte contre la précarité énergétique est de convaincre les précaires qu'ils peuvent sortir de leur situation.

Bien sûr, il y a des spécificités locales, mais il y a aussi des comportements différents selon l'univers professionnel : travailleurs à domicile, intermittents du spectacle, étudiants, agriculteurs, travailleurs indépendants.

L'implication des organisations professionnelles et des entreprises dédiées à la santé peut permettre de créer le climat de confiance, mais aussi de mettre en place une démarche d'identification, de financement, et d'accompagnement spécifique.

- **Mobiliser les filières professionnelles pour prendre en compte les spécificités des comportements liés aux professions et situations :**
 - Salariés des services à domicile,
 - Intermittents du spectacle
 - Étudiants
 - Agriculteurs...
- **Lancer un programme spécifique CEE, similaire à SARE mais orienté par profession, avec les associations professionnelles et des acteurs de la santé.**
- **Intégrer à tous les niveaux les acteurs de la santé.**

7 CONFORTER ET FAIRE CONNAÎTRE LES INITIATIVES DES ÉLUS POUR INTERDIRE LES LOCATIONS DES LOGEMENTS CLASSÉS F (ET DONC ENCOURAGER LES BAILLEURS À RÉNOVER)

Les logements les plus énergivores sont trop souvent mis en location, entraînant ainsi les locataires dans l'exclusion énergétique. Il faut faire pression sur les propriétaires pour qu'ils entreprennent la rénovation.

- **Recenser les initiatives prises par les élus pour interdire la location des logements classés F**
- **Faire connaître ces initiatives et encourager les élus à aller dans ce sens**

8

PROMOUVOIR DES SOLUTIONS POUR RÉDUIRE LE RESTE À CHARGE DES FAMILLES LES PLUS MODESTES

Le « reste à charge » des familles modestes engagées dans des travaux de rénovation globale est un point de blocage important.

De leur côté, les opérateurs hésitent à se lancer dans les travaux de peur de n'être pas totalement payés ou d'être payés en retard du fait des temps souvent importants pour le versement des subventions (ANAH, aides locales...).

- **Rendre plus opérationnel le « Fonds de garantie rénovation énergétique ».**
- **Favoriser le tiers financement au niveau local et créer au niveau départemental ou intercommunal des caisses d'avance et de garantie pour le préfinancement de travaux.**

9

RÉHAUSSER LE MONTANT DU CHÈQUE ÉNERGIE (AVEC ABONDEMENT POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES)

La démarche la plus efficace est de développer les mesures « préventives » de l'exclusion énergétique, notamment par la mise en place de parcours rénovation de l'habitat. Cependant, les mesures « curatives » restent encore nécessaires voire indispensables pour de très nombreuses familles.

La hausse du Chèque énergie n'a de sens que si celle-ci s'intègre dans l'ensemble des mesures qui agissent sur les causes de l'exclusion énergétique et notamment le financement de la rénovation énergétique. Il faut aussi simplifier considérablement la démarche pour une meilleure efficacité.

- **Porter progressivement le montant du Chèque énergie au niveau de « l'écart énergétique » calculé par l'Observatoire National de la Précarité Énergétique (soit la réduction de la facture énergétique qui permet la sortie des ménages de la précarité énergétique).**
- **Augmenter le montant des Chèques énergie quand le fournisseur garantit la fourniture d'énergies renouvelables.**

10

FAVORISER LA CRÉATION DE COALITIONS D'ACTEURS DANS LES TERRITOIRES POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

Pour être plus efficaces et pertinentes, les initiatives de lutte contre l'exclusion énergétique requièrent des coopérations entre acteurs. Aujourd'hui, il faut décloisonner les initiatives et éviter le fonctionnement en silos des différents acteurs publics et privés. Les territoires sont le lieu pour construire et mobiliser des coalitions d'acteurs.

- **Faire porter les parcours de sortie de l'exclusion énergétique par des coalitions d'acteurs publics, associatifs et privés.**
- **Faire connaître les coalitions territoriales d'acteurs existantes pour essaimer leurs modèles.**

STOP

À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

NOTRE OBJECTIF

Nous affirmons que nous pouvons sortir un million de personnes par an de la précarité énergétique en agissant collectivement à très grande échelle.

Chacun – citoyen, élu, agent des collectivités, acteur des associations et fondations, chef d'entreprise et salarié, financier, chercheur, enseignant, responsables associatif – peut, en partant de ce qui se fait de bien mobiliser, structurer les financements, former, innover, inventer de nouvelles technologies, changer les comportements.



www.stopexclusionenergetique.org

stop_exclusion

@ stopexclusionenergetique@gmail

